

## Flash Economie

6 mai 2020 - 547

### Pour corriger leur déficit public, certains pays de la zone euro ont-ils réduit des dépenses publiques utiles ?

La zone euro a mené, à partir de 2011, une politique très nette de réduction des déficits publics. On peut s'inquiéter des effets de cette politique si elle a conduit à réduire des dépenses publiques utiles :

- dépenses de santé (la crise présente montrant leur utilité) ;
- dépenses d'éducation et de recherche (dans une situation de forte transformation des emplois et des technologies) ;
- investissements publics, même si certains (infrastructures routières) ne sont pas toujours efficaces.

On voit qu'il y a eu réduction de dépenses publiques utiles dans beaucoup de pays : France, Pays-Bas, Espagne, Italie, Irlande, Portugal, Grèce, Finlande.

Ceci va certainement amener, dans ces pays, à un ajustement à la hausse des dépenses publiques dans le futur.

**Patrick Artus**

Tel. (33 1) 58 55 15 00

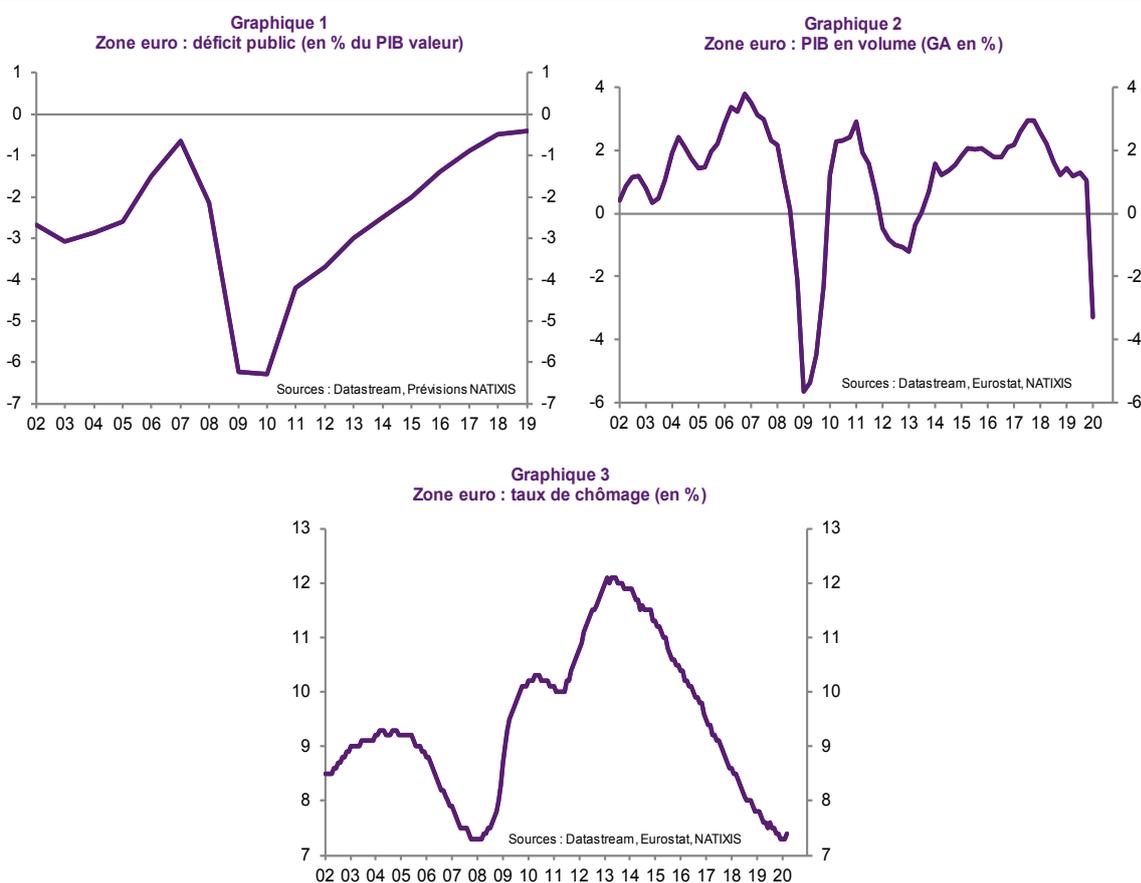
[patrick.artus@natixis.com](mailto:patrick.artus@natixis.com)

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

[www.research.natixis.com](http://www.research.natixis.com)

## La politique budgétaire de la zone euro est devenue restrictive à partir de 2011

On se rappelle que la **politique budgétaire de la zone euro est devenue restrictive en 2011** (graphique 1), ce qui a été fortement critiqué puisqu'à cette date la croissance était très faible (graphique 2) et le chômage repartait à la hausse (graphique 3).



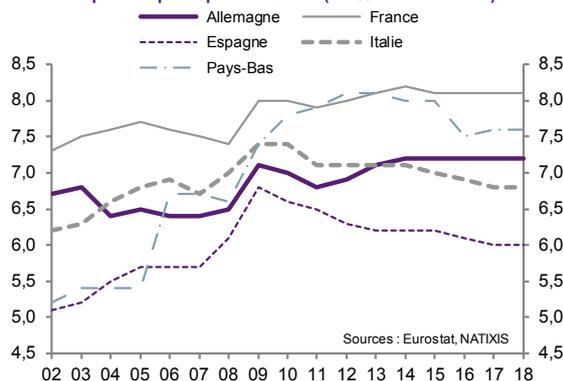
Cette critique est donc de nature cyclique, **mais faut-il y ajouter une critique de nature structurelle : la réduction des déficits publics a-t-elle entraîné la baisse de dépenses publiques utiles ?**

### A-t-on observé la baisse de dépenses publiques utiles ?

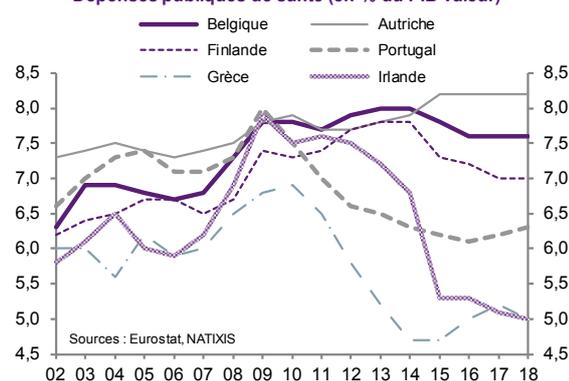
Nous regardons **s'il y a des pays de la zone euro où, pour réduire le déficit public, on a réduit des dépenses publiques utiles**. Nous considérons que sont des dépenses publiques utiles :

- **les dépenses publiques de santé** (ce qui est clair aujourd'hui avec la crise du coronavirus, graphiques 4a/b) ;

**Graphique 4a**  
Dépenses publiques de santé (en % du PIB valeur)

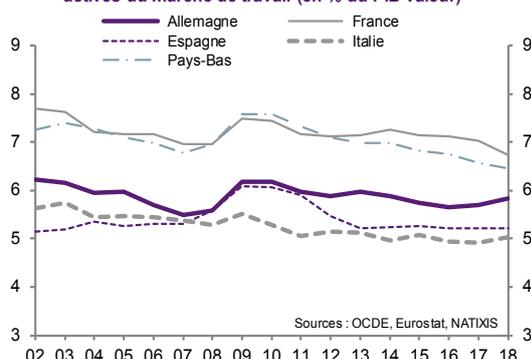


**Graphique 4b**  
Dépenses publiques de santé (en % du PIB valeur)

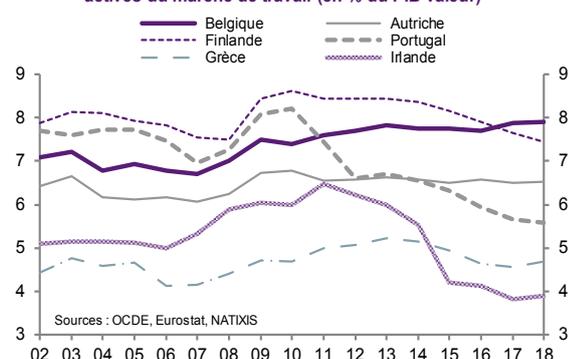


- les dépenses publiques d'éducation, du marché du travail et de recherche (très utiles avec la transformation de la nature des emplois, avec l'apparition de nouvelles technologies, graphiques 5a/b) ;

**Graphique 5a**  
Dépenses publiques d'éducation, de R&D et mesures actives du marché de travail (en % du PIB valeur)

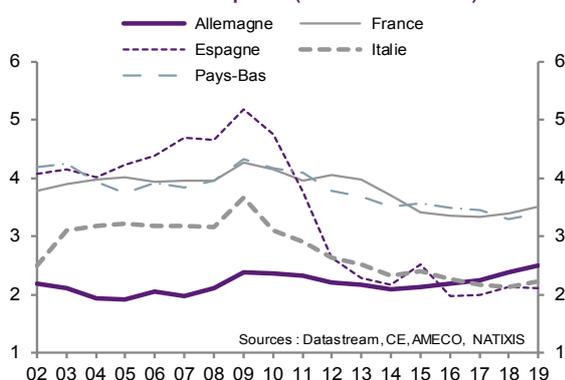


**Graphique 5b**  
Dépenses publiques d'éducation, de R&D et mesures actives du marché de travail (en % du PIB valeur)

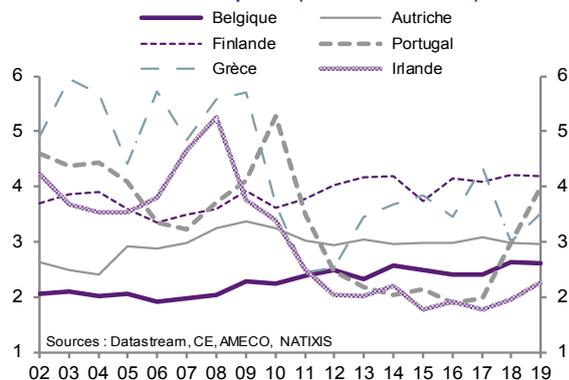


- les investissements publics, même si certains sont peu efficaces (infrastructures routières, graphiques 6a/b).

**Graphique 6a**  
Investissement public (en % du PIB valeur)



**Graphique 6b**  
Investissement public (en % du PIB valeur)



On observe, à partir de 2011 :

- un recul des dépenses publiques de santé (en pourcentage du PIB) en Italie, en Espagne, en Grèce, au Portugal, en Irlande ;

- un recul des dépenses publiques d'éducation, de R&D, des dépenses pour les mesures actives du marché du travail en France, aux Pays-Bas, en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Finlande ;
- un recul de l'investissement public en France, aux Pays-Bas, en Espagne, en Italie.

## **Synthèse : une double critique sur la politique budgétaire menée dans la zone euro de 2011 à 2016**

**La première critique est de nature cyclique :** la politique budgétaire de la zone euro est devenue restrictive à partir de 2011 alors que la croissance était faible et que le chômage remontait.

**Mais la seconde critique est de nature structurelle :** dans beaucoup de pays (France, Pays-Bas, Espagne, Italie, Irlande, Portugal, Grèce, Finlande) la réduction du déficit public s'est faite par la réduction des dépenses publiques utiles (santé, éducation, formation, recherche, investissement).